

Education, Training, and the Sustainable Development of Women in Southern Madagascar

Andrianinaivalona Dimbikoloina Mamihasimbola¹, Andrianandrasanirina Faly Tinasoa²,
Rasoamampionona Clarisse³

Science Step Journal / SSJ

2026/Volume 4 - Issue 14

To cite this article: Andrianinaivalona, D. M., Andrianandrasanirina, F. T., & Rasoamampionona, C. (2026). Education, Training, and the Sustainable Development of Women in Southern Madagascar. Science Step Journal, 4(14). ISSN: 3009-500X. <https://doi.org/10.5281/zenodo.22116813>

Abstract

Women's empowerment is today a crucial issue for sustainable development. This article analyzes the role of education and training in strengthening women's empowerment within the most vulnerable areas of Madagascar. The study focuses on the Atsimo-Andrefana, Anosy, and Androy regions, where persistent inequalities in access to learning opportunities continue to limit women's advancement. The research relies on a qualitative approach combining direct field observations and a rigorous analysis of secondary data. This methodology highlights both structural barriers and opportunities for social transformation for women in these territories. The findings reveal that poverty, geographic isolation, and local sociocultural norms represent the main obstacles to girls' education. However, when access is secured, education proves to be a powerful driver of change: it enhances skills, facilitates professional integration, increases autonomous income, and strengthens women's decision-making power within families and communities. Women's empowerment goes beyond the individual sphere, becoming part of a global dynamic of sustainable local development. By reducing gender disparities, education fosters inclusive growth. Future quantitative research would be highly valuable to precisely assess the long-term economic impact of these training initiatives on regional development.

Keywords: Women's empowerment, education, vocational training, sustainable development, social inequalities.

¹ Doctoral Student, University of Fianarantsoa, Madagascar, Doctoral School of Governance and Society in Transition (GOUVSOMU). Email: antsokoloina4@gmail.com

² Lecturer and Researcher, University of Fianarantsoa, Madagascar, and Director of the Interdisciplinary Research Laboratory in Didactics and Education (LIDIE). Email: faly.andrianandrasanirina@univ-fianarantsoa.mg

³ Certified Professor, University of Fianarantsoa, Madagascar, and Director of the ASCH-IAL Research Laboratory (Anthropology, Sociology, Civilizations, History, Identity, Otherness, and Languages). Email: claandriantsoa@yahoo.fr

Éducation, formation et développement durable des femmes au sud de Madagascar.

MalainineAndrianinaivalona Dimbikoloina Mamihasimbola, Andrianandrasanirina Faly
Tinasoa, Rasoamampionona Clarisse

Resumé

L'émancipation des femmes est aujourd'hui un enjeu crucial pour le développement durable. Cet article analyse le rôle que jouent l'éducation et la formation dans le renforcement de l'autonomie féminine au sein des zones les plus vulnérables de Madagascar. L'étude se focalise sur les régions d'Atsimo-Andrefana, d'Anosy et d'Androy, où les inégalités d'accès aux opportunités d'apprentissage continuent de limiter l'émancipation des femmes. La recherche s'appuie sur une approche qualitative combinant des observations directes sur le terrain et l'analyse rigoureuse de données secondaires. Cette méthodologie permet de mettre en lumière les barrières structurelles ainsi que les opportunités des transformations sociales pour les femmes de ces territoires. Les résultats révèlent que la pauvreté, l'éloignement géographique et les normes socioculturelles locales constituent les obstacles majeurs à la scolarisation des filles. Néanmoins, lorsque cet accès est garanti, l'éducation s'avère un puissant moteur de changement : elle améliore les compétences, facilite l'insertion professionnelle, accroît les revenus autonomes et renforce le pouvoir décisionnel des femmes au sein des familles et des communautés. L'autonomisation des femmes dépasse la sphère individuelle pour s'inscrire dans une dynamique globale de développement local durable. En réduisant les disparités de genre, l'éducation favorise une croissance inclusive. De futures recherches quantitatives permettraient d'évaluer précisément l'impact à long terme de ces vagues de formation sur le PIB régional.

Mots clés

Autonomisation des femmes, Éducation, Formation professionnelle, Développement durable, inégalités sociales

Introduction

Dans le paradigme contemporain de développement global, l'éducation s'affirme comme le levier structurel prédominant du progrès social et de la valorisation du potentiel humain (UNESCO, 2015 ; Durkheim, 1922). Bien plus qu'un simple vecteur de transmission de connaissances, elle constitue le socle sur lequel repose l'édifice de la citoyenneté et de la résilience économique (Sen, 1999). Toutefois, l'observation des dynamiques éducatives dans le pays en développement, et singulièrement à Madagascar, révèle une persistance préoccupante des disparités de genre. L'accès au savoir y demeure conditionné par des variables géographiques et socio-économiques qui marginalisent systématiquement les femmes des zones rurales. Comme le souligne l'UNESCO (2021), cette exclusion ne constitue pas seulement une violation des droits fondamentaux, mais représente un coût d'opportunité majeur qui entrave la trajectoire de croissance des communautés locales.

Situé au carrefour stratégique de l'océan Indien, Madagascar est une nation dont le destin est marqué par une complexité socio-économique profonde. Malgré une superficie de 587 000 km² offrant des potentialités naturelles vastes, le pays est confronté à des défis structurels qui le maintiennent dans une situation de précarité persistante. Selon les données de la Banque mondiale (2020), la Grande Île fait face à des taux de pauvreté alarmants, exacerbés par un accès limité aux infrastructures de base et une instabilité monétaire qui fragilise le pouvoir d'achat.

Au sein de cet ensemble national, les régions de l'Anosy, de l'Androy et de l'Atsimo-Avaratra, constituant l'essentiel de la province de Toliara, représentent des zones de vulnérabilité critique. Ces territoires se caractérisent par une aridité climatique et une dépendance aux aléas environnementaux qui aggravent l'insécurité alimentaire. Dans ces zones, la condition féminine est soumise à une double pression : celle de la survie économique et celle de structures sociales patriarcales rigides. L'INSTAT (2021) rapporte que les indicateurs de développement humain y sont parmi les plus bas du pays, particulièrement en ce qui concerne l'alphabétisation et la scolarisation des femmes. Les mariages précoces, la déscolarisation forcée au profit des travaux domestiques et les normes culturelles restrictives forment un verrou sociétal qui limite l'autonomisation féminine. Pourtant, le PNUD (2021) rappelle avec instance que l'investissement dans la formation des femmes est le vecteur le plus efficace pour induire un changement systémique et durable, agissant comme un multiplicateur de bien-être pour l'ensemble de la cellule familiale.

L'appréhension de cette problématique complexe nécessite la mobilisation d'un cadre théorique pluridimensionnel où s'articulent les concepts de capital humain, de capacité et de durabilité. En premier lieu, la théorie du capital humain, telle que conceptualisée par Becker (1964), permet d'analyser l'éducation comme un investissement immatériel visant à accroître la productivité marginale des femmes dans le Sud malgache, favorisant ainsi leur transition d'une économie de subsistance vers une autonomie financière accrue. Cette perspective est complétée par l'approche

par les capacités de Sen (1999), qui place l'autonomisation au cœur du processus de développement. Ici, l'instruction n'est plus seulement un outil de production, mais un instrument de liberté réelle permettant aux femmes de transformer leurs ressources en opportunités de choix de vie et de participation décisionnelle. Enfin, cette dynamique d'émancipation s'inscrit dans la théorie du développement durable (Brundtland, 1987 ; ONU, 2015), postulant que l'inclusion éducative des femmes génère des externalités positives intergénérationnelles, indispensables à l'équilibre économique, social et environnemental des régions étudiées.

Néanmoins, bien que la littérature existante documente largement les bénéfices théoriques de l'éducation et la pauvreté structurelle à Madagascar, il subsiste un vide empirique majeur. Les recherches antérieures se focalisent souvent sur des approches macro-économiques globales, omettant d'analyser comment les programmes de formation opérationnels parviennent concrètement à déconstruire les structures de pouvoir patriarcales dans des contextes de crise socio-environnementale extrême. Il y a un manque évident d'études liant directement l'acquisition de compétences à l'autonomie décisionnelle réelle des femmes dans les régions d'Anosy, d'Androy et d'Atsimo-Andrefana. Cette étude vient précisément combler ce fossé en offrant une analyse qualitative ancrée dans les réalités de terrain du Grand Sud, démontrant comment l'émancipation féminine constitue le maillon manquant pour un développement durable effectif.

L'analyse s'articule autour d'une interrogation centrale : l'interrelation entre l'accès à l'éducation et la transformation des structures de pouvoir au sein de l'Anosy, de l'Androy et de l'Atsimo Andrefana. Dans quelle mesure les programmes de formation actuels parviennent-ils à briser les barrières de la pauvreté et à favoriser une inclusion sociale pérenne dans le Grand Sud ? L'objectif principal consiste à démontrer que l'autonomisation des femmes, catalysée par l'acquisition de compétences, constitue le maillon manquant pour un développement durable effectif dans cette partie de l'île.

La démonstration s'organisera selon trois axes distincts. La première section approfondit les fondements théoriques et conceptuels de l'autonomisation dans le contexte spécifique du Grand Sud. La deuxième partie expose la démarche méthodologique adoptée, détaillant les outils de collecte de données empiriques et les critères d'échantillonnage. Enfin, la troisième partie présente une analyse critique des résultats obtenus, ouvrant une discussion sur les implications politiques et stratégiques nécessaires pour renforcer l'inclusion des femmes à Madagascar.

1- Cadre conceptuel et théorique

Cette recherche s'appuie sur diverses théories complémentaires pour examiner comment l'éducation contribue à l'autonomisation des femmes et en quoi cela influence le développement durable.

1-1 Théorie du capital humain

La théorie du capital humain, développée notamment par Gary Becker et Theodore Schultz (1960), considère l'éducation, la formation et la santé comme des investissements personnels qui augmentent la productivité et les revenus futurs. Elle analyse l'individu comme une petite entreprise accumulant des compétences : savoirs, savoir-faire, expériences, pour générer des gains économiques et sociaux.

Selon Rosen (1976), les travailleurs individuels possèdent un ensemble de compétences ou d'aptitudes qu'ils peuvent améliorer ou accumuler grâce à la formation et à l'éducation.

L'investissement dans le capital humain serait surtout pour l'individu un moyen de signaler ses capacités aux entreprises, bien plus que de les accroître, d'après Spence (1973). En effet, le coût de l'éducation est censé être plus faible pour les individus dotés de certaines capacités.

Et pour les femmes, l'éducation est un levier puissant d'autonomisation, augmentant leur revenu jusqu'à 25% par année d'études secondaires et favorisant la croissance économique. Elle renforce la confiance en soi, la participation aux décisions du foyer et améliore la santé et l'éducation de la famille, tout en réduisant la pauvreté.

1-1-1 Autonomie financière et économique

L'éducation permet d'accéder à de meilleurs emplois, d'augmenter les revenus et de réduire la dépendance économique.

1-1-2 Impact familial et social

Les femmes éduquées tendent à réinvestir 90% de leur revenu dans leur famille (santé, nutrition, éducation des enfants), brisant le cycle de la pauvreté.

1-1-3 Prise de décision

Elles maîtrisent mieux leur vie, participent aux décisions du foyer et augmentent leur capacité à se protéger contre la violence.

1-1-4 Santé et bien-être

Une meilleure éducation est associée à une meilleure santé pour elles-mêmes et leurs enfants.

1-1-5 Compétences professionnelles

Des études montrent que les femmes apportent des qualités précieuses au travail, comme une plus grande flexibilité, l'intelligence émotionnelle et la capacité de médiation dans les conflits.

1-1-6 Contribution au développement

La participation des femmes éduquées à la vie active et politique est cruciale pour le développement économique et la paix sociale.

1-2 Théorie de l'autonomisation

L'autonomisation aide les femmes à augmenter leur pouvoir de négociation, à prendre davantage confiance en elles et à accroître leur autonomie en matière de prise de décisions. Elle leur offre le choix et le pouvoir d'agir pour leur propre sécurité et celle de leur famille.

1-2-1 Comment donner du pouvoir aux femmes ?

La pauvreté est un facteur qui limite considérablement l'autonomisation des femmes. En général, plus une personne est pauvre, moins elle a accès à l'emploi, aux ressources, à la participation politique et à bien d'autres choses encore. Partout dans le monde, la pauvreté touche de manière disproportionnée les jeunes femmes et les filles. Aider les femmes et les jeunes filles à sortir de la pauvreté est un moyen incroyablement efficace de les rendre autonomes.

1-2-2 Quelles sont les dimensions de l'autonomisation ?

L'autonomisation opère selon ces dimensions interconnectées : économique, sociale, politique et psychologique

- Dimension économique, concerne l'accès aux emplois de qualité, le contrôle des revenus, l'accès à la propriété, elle inclut la capacité d'épargner et d'avoir des objectifs financiers
- La dimension sociale englobe l'éducation, la scolarisation (notamment des filles), la santé, la maîtrise des fonctions de reproduction et le changement des normes de genre ; elle implique aussi l'augmentation de l'estime de soi et de la confiance.
- La dimension politique se réfère à la participation aux processus de prise de décision (au sein du foyer et dans la communauté), la reconnaissance des droits humains, l'accès à la justice et la capacité à se protéger contre la violence.
- Dimension psychologique : il s'agit du sentiment de valeur personnelle, du développement de la confiance en soi, de la capacité à faire des choix et de l'affirmation de sa propre volonté.

Donc, l'autonomisation est favorisée par l'éducation, l'accès aux ressources financières, la confiance en soi et un environnement social soutenant. Elle se renforce grâce à la formation professionnelle, l'égalité des droits, l'inclusion digitale et l'accès à des postes de décision.

Ces facteurs clés qui favorisent l'autonomisation incluent :

- L'éducation et la formation sont essentielles pour développer des compétences, notamment la formation professionnelle et l'éducation des filles.
- Accès économique, l'accès aux services financiers, au droit de propriété et à un travail décent permet l'indépendance financière

- Confiance et estime de soi sont cruciales pour se mobiliser dans son propre projet.
- Environnement favorable, un entourage encourageant (famille, cadre de vie), des politiques d'égalité des genres et des institutions dédiées.
- Compétences sociales, l'apprentissage d'habiletés sociales et l'inclusion digitale (accès TIC)
- Santé et stabilité, la stabilisation de la santé et la maîtrise des fonctions de reproduction.

Ainsi, à partir de ces facteurs, l'autonomisation des femmes apparaît comme un processus qui se construit progressivement, à mesure que celles-ci accèdent à l'éducation, développent leurs compétences et gagnent en indépendance économique et sociale.

Afin d'illustrer les relations entre les différentes variables de cette étude, le modèle de recherche est ci-dessous :

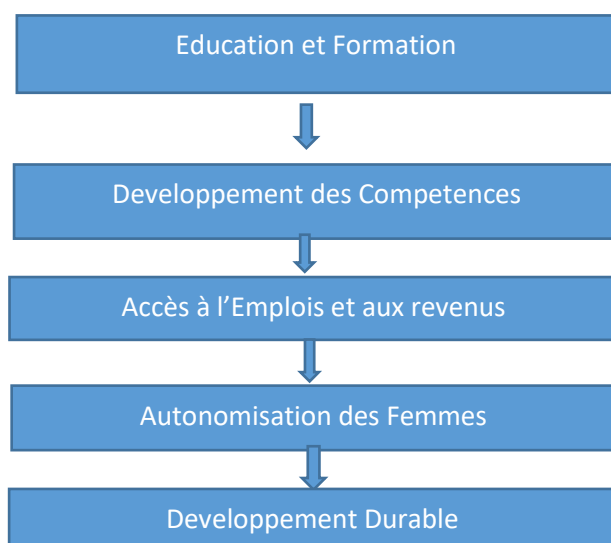


Figure 1 : Modèle de recherche théorique

Ce schéma illustre le processus par lequel l'éducation et la formation contribuent à l'autonomisation des femmes, en passant par le développement des compétences, l'accès à l'emploi et l'amélioration des revenus, aboutissant au développement durable.

Les effets de ce processus se traduisent par une amélioration notable des conditions économiques et sociales des femmes, contribuant ainsi à la réduction des inégalités et à la promotion d'un développement durable.

1-3 Théorie du développement durable

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Mme Gro Harlem, 1987).

En 1992, le Sommet de la Terre à Rio, tenu sous l'égide des Nations Unies, officialise la notion de développement durable et celle des trois piliers : économique, environnemental, social, dont un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable.

- Le pilier économique : il vise à créer une économie efficace et prospère, capable de générer de la richesse et d'assurer une viabilité financière, tout en limitant les disparités.
- Le pilier social : il se concentre sur l'équité, la santé, l'éducation et l'inclusion. L'objectif est de satisfaire les besoins essentiels des populations et de réduire les inégalités.
- Le pilier environnemental : il s'attache à la préservation des ressources naturelles, à la protection de la biodiversité et à la réduction de l'empreinte écologique pour maintenir l'intégrité de la biosphère.

2- Méthodologie

La présente étude adopte une approche qualitative visant à analyser le rôle de l'éducation et de la formation dans le processus d'autonomisation des femmes, ainsi que ses implications pour le développement durable. Elle concerne les parties sud de Madagascar, dont Anosy, Androy et Atsimo-Andrefana. Ces zones sont caractérisées par une forte vulnérabilité socio-économique, un accès limité aux services éducatifs et des inégalités persistantes, notamment en ce qui concerne la situation des femmes.

Les données utilisés dans le cadre de cette étude proviennent de statistiques nationales et des données statistiques fournies par les services administratifs locaux notamment les communes, le Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN) et de l' INSTAT, d'enquête sur terrain auprès des femmes dans ces régions, de travaux de recherche déjà existants, de publications scientifique Ces informations ont été collectées à travers une analyse documentaire, permettant d'identifier les principaux facteurs liés à l'éducation, à l'autonomisation des femmes et au développement durable.

L'analyse des données repose sur une approche descriptive et analytique. Elle vise à mettre en évidence les relations entre les différents éléments étudiés, en particulier le lien entre l'éducation, l'amélioration des conditions économiques et sociales, et le renforcement de l'autonomie des femmes.

3- Résultats et discussions

Madagascar est une île située dans l'océan Indien, au large de la côte sud-est du continent africain. Avec une superficie d'environ 587 000 km², elle figure parmi les plus grandes îles du monde. En

2024, la population malgache est estimée à environ 31 millions d'habitants avec une densité générale de 9,8 habitants/km².

Elle se divise en 6 provinces, et la province de Toliara correspond globalement à la partie sud.

Le grand sud de Madagascar englobe les trois provinces administratives les plus méridionales de l'île qui sont Atsimo-Andrefana, Androy et Anosy. Au-delà de cette apparente neutralité géographique, l'expression renvoie également à une dynamique de mal-développement ou de piège de développement, qui semble résister aux multiples interventions nationales et internationales de l'aide et du développement.

Androy a une superficie de 19 538 km², soit 3,33 % de la superficie totale de Madagascar. Elle a une population de 1 328 000 en 2021, soit 69 habitants/km². Anosy est de 29 731 km² de superficie, soit 5,06% de la superficie totale, et une population de 850 000, soit 27,2 habitants/km². Et la région Atsimo Andrefana est de superficie et de populations de 1 892 020 en 2020 avec 27 habitants/km² (Instat RGPG 2020).

3-1 La scolarisation des filles à Madagascar

Globalement, le système scolaire malgache, structuré sur le modèle francophone, se divise en trois cycles : l'école primaire (5 ans), le collège (4 ans) et le lycée (3 ans). L'enseignement primaire est théoriquement obligatoire et gratuit, mais la réalité est bien différente. À Madagascar, seulement 72% des enfants terminent le cycle primaire, selon l'UNICEF, et près de 40% des élèves abandonnent leur scolarité avant d'atteindre le collège. Dans les zones rurales, où réside environ 80% de la population, ce chiffre est encore plus élevé. Selon l'USAID, 96% des élèves âgés de 6 à 10 ans ne sont pas en mesure de lire un paragraphe simple à la fin de l'école primaire, principalement en raison des infrastructures déficientes et du manque de ressources pédagogiques. Les enseignants malgaches qui reçoivent en moyenne 100 euros par mois doivent gérer des classes surchargées comptant souvent 60 à 80 élèves, limitant ainsi la qualité de leurs enseignements. Par ailleurs, la malnutrition chronique touche 42% des enfants, un facteur qui ralentit leur développement cognitif et physique, selon les données de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) (Christophe DEHAESE, 2024).

La scolarisation des filles à Madagascar présente un taux de parité remarquable au primaire par rapport à d'autres pays africains, avec environ 66% des filles atteignant le cycle primaire. Cependant, des disparités persistent au secondaire, accentuées par la pauvreté, les mariages précoces et un manque d'infrastructures. Le taux de scolarisation des filles reste inférieur à celui des garçons dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne.

Selon l'UNESCO, le taux d'achèvement de l'enseignement primaire était de 62% en 2022 pour les filles et de 57% pour les garçons. Cependant, les taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire révèlent une chute considérable, avec seulement 34,6% des filles et

30,9% des garçons. Les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement secondaire étaient de 36% pour les filles et de 34% pour les garçons. Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur était de 6% pour les femmes, contre 6% pour les hommes. Cela montre qu'il y a une baisse significative des inscriptions et de l'achèvement des études au fur et à mesure que les étudiants progressent vers les niveaux supérieurs.

3-2 Taux de la scolarisation des filles/femmes dans le sud de Madagascar

Ce sont des régions où le taux de scolarisation des filles est le plus bas du pays. L'insécurité alimentaire (kere) et les traditions de mariages précoces sont les principaux freins. Si environ 1 fille sur 2 commence le primaire dans le sud, le taux s'effondre au passage au collège (souvent moins de 15% de scolarisation nette au niveau secondaire). Les données montrent une corrélation directe entre le faible taux d'alphabétisation et la dépendance économique. Dans le Grand Sud, une femme sur trois n'a jamais fréquenté l'école formelle, ce qui limite ses opportunités aux travaux agricoles de subsistance ou au petit commerce informel.

Tableau 1 : Population Féminine du Grand Sud (Projections 2024-2025)

Région	Population Totale Estimée	Nombre de Femmes
Atsimo Andrefana	~3 100 000	~1 571 700
Androy	~1 050 000	~532 350
Anosy	~940 000	~476 580
Total Grand Sud	~5 090 000	~2 580 630

Source: INSTAT (RGPH-3)

Tableau 2 : Taux de scolarisation et d'alphabétisation pour les femmes du Grand Sud (Données 2024-2025)

Région	Taux net de scolarisation (Primaire)	Taux d'Alphabétisation (femmes 15-49 ans)	Taux de Mariages Précoces (Avant 18 ans)
Androy	~45% à 50%	~28%	>55%
Anosy	~52%	~36,5%	~50%
Atsimo Andrefana	~58%	~42%	~48%
Moyenne Nationale	70,6%	~65%	~40%

Source : Ministère de l'Éducation nationale MEN 203-2024

Avec plus de 2,5 millions de femmes dans le Grand Sud, l'enjeu de l'éducation n'est pas seulement social, il est macroéconomique. Si le taux d'alphabétisation reste bas (environ 28% dans l'Androy),

ce sont plus d'un demi-million de femmes dans cette seule région qui sont freinées dans leur potentiel de développement. Environ 42% de ces femmes ont moins de 15 ans.

L'Atsimo Andrefana est la région la plus vaste et la plus peuplée du sud. Le défi y est l'accessibilité géographique aux centres de formation, tandis que dans l'Androy, le défi est davantage lié à la vitesse de croissance démographique (l'une des plus élevées du pays, à 3,6% par an), qui sature rapidement les infrastructures scolaires existantes.

3-3 Projet et Formation pour femmes dans le grand sud de Madagascar

En tant que partie pauvre du Grand Sud de Madagascar, de nombreux projets sont envisagés dans cette région, qu'ils proviennent de l'État, de projets internationaux et d'autres, dont les suivants :

3-3-1 Projet MIONJO (Soutien aux moyens de substance résilients)

Ce projet d'envergure, financé par la Banque mondiale, cible spécifiquement les femmes pour renforcer leur rôle dans la gestion communautaire et l'économie locale. L'objectif de cette formation est l'alphabétisation, la gestion financière de base et les techniques agricoles résilientes au climat (Banque mondiale, 2022).

3-3-2 Programme de Filets Sociaux de sécurité (FSS)- FIAVOTA

Mis en œuvre par le FID (Fonds d'Intervention pour le Développement), ce programme intègre des « Mesures d'Accompagnement » qui sont essentiellement des formations pour les mères de famille. L'objectif de la formation est la nutrition, l'hygiène et surtout l'éducation financière pour permettre aux femmes de se transformer en micro-activités productives (FID/Banque mondiale, 2021).

3-3-3 Initiative « Rapid Results Initiatives » (RRI)- PNUD

Le PNUD soutient des centres de formation professionnelle (notamment à Ambovombe et Fort-Dauphin) pour l'apprentissage de métiers non traditionnels pour les femmes. L'objectif de la formation est la couture industrielle, la transformation agroalimentaire (cactus, maïs) et l'artisanat d'exportation (PNUD Madagascar, 2023).

3-3-4 Projet AFAFI-Sud (Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives)

Financé par l'Union européenne, ce projet met l'accent sur l'intégration de femmes dans les chaînes de valeur agricoles (miel, oignon, petits ruminants). L'objectif de cette formation est les techniques d'élevage caprin, la gestion de coopératives et l'accès aux marchés (Union européenne/Cirad, 2020).

Tableau 3 : Synthèse des types de formations proposées

Domaine	Compétences	Organismes leaders
Agriculture	Culture de contre-saison, stockage	FAO, AFAFI-Sud
Economie	Micro-épargne (VSLA), gestion de stock	CARE, FID
Santé/ Social	Nutrition infantile, droits de la femme	UNICEF, UNFPA
Artisanat	Tissage de sisal, vannerie moderne	PNUD, ONG locales

3-4 Inégalité de genre à Madagascar

Elle reste marquée par un système patriarcal, plaçant le pays au 84e rang sur 144 pays. Malgré des progrès juridiques, les femmes surtout rurales font face à de fortes discriminations : faible représentation politique, violences conjugales (1 femme sur 3), mariages précoces et accès limité à l'éducation secondaire et à la propriété foncière (Nations Unies, 2020)

4- Les principales formes d'inégalités :

L'éducation : Les filles ont moins accès à l'éducation secondaire et supérieure que les garçons et certaines familles privilégient encore l'éducation des garçons. Les études révèlent également des écarts persistants entre les sexes : les femmes sont moins nombreuses que les hommes à atteindre les niveaux d'éducation les plus élevés et sont également moins susceptibles d'occuper un emploi (Afrobarometer, 2025).

L'accès aux ressources et à la terre : À Madagascar, bien que la loi autorise les femmes à hériter, les coutumes locales favorisent souvent les hommes. Dans de nombreuses régions, la terre est perçue comme un patrimoine masculin destiné à rester au sein du lignage paternel (Burn, N., & Sabarwal, S., 2021)

Participation Politique et Prise de Décision : malgré l'émergence de femmes leaders dans le secteur privé, la représentation politique reste faible. Le concept de « Fanampy » (la femme comme aide de l'homme) pèse encore sur la perception sociale du leadership (Razafindrakoto, M., Roubaud, F., & Wachsberger, J.-M., 2017)

Violences Basées sur le Genre (VBG) : la violence domestique demeure une problématique majeure, souvent passée sous silence par le « Fihavanana » (recherche de l'harmonie sociale) qui pousse les femmes à ne pas porter plainte pour ne pas « shaming » la famille (INSTAT, 2021).

Travail et économie : Les hommes gagnent en moyenne 37% de plus que les femmes et cela est principalement dû à un manque de salaires. Les femmes sont 20% plus susceptibles d'être au chômage que les hommes. À Madagascar, 14,6% des femmes et des filles passent leur vie à travailler dans le secteur des soins non rémunérés ou au travail domestique, en comparaison, seulement 2,8 % des hommes. Et les femmes qui travaillent dans les zones franches d'exportation

du secteur du textile et de l'habillement sont particulièrement vulnérables aux inégalités sur le lieu de travail (L'entraide missionnaire ,2023).

Selon les résultats, une large majorité des répondants estiment que face à la rareté des emplois, les hommes devraient être prioritaires par rapport aux femmes.

Accès aux ressources (terre, argent) : Les femmes ont moins accès à la propriété foncière (terre) car les traditions d'héritage favorisent souvent les hommes (Foncier et développement, 2023).

5- Impact de l'éducation sur l'autonomisation des femmes

L'autonomisation économique et la réduction de la pauvreté : l'éducation permet aux femmes d'accéder à des emplois mieux rémunérés et de sortir du secteur informel précaire ; chaque année supplémentaire de scolarité peut augmenter le revenu d'une femme de 10 à 20% (UNESCO, 2016).

Santé, fécondité et bien-être familial : une femme instruite a davantage de contrôle sur sa santé reproductive et la nutrition de ses enfants ; l'éducation brise le cycle de la pauvreté intergénérationnelle. Une hausse de l'alphabétisation des femmes est directement corrélée à la baisse de la mortalité infantile et à une meilleure gestion du planning familial (UNICEF, 2023)

Autonomisation politique et prise de décision : l'éducation renforce la confiance en soi et la capacité de négociation, tant au sein du foyer que dans la sphère publique. Les femmes éduquées sont plus susceptibles de voter, de se présenter à des élections et de contester les normes sociales discriminatoires (BANQUE MONDIALE, 2018).

Tableau 4 : impact de l'éducation sur l'autonomisation des femmes

Domaine d'impact	Effet principal	Conséquence sociale
Economie	Augmentation du PIB national	Réduction de l'extrême pauvreté
Démographie	Mariage plus tardif	Baisse du taux de fécondité
Social	Connaissances des droits	Réduction des violences basées sur le genre

Conclusion

Cette étude a mis en lumière une vérité essentielle dans le Grand Sud de Madagascar : l'éducation et la formation ne sont pas de simples étapes académiques, mais le cœur même de l'émancipation des femmes et du développement de Madagascar. Dans un contexte où la pauvreté et des normes

sociales pesantes freinent encore trop souvent l'élan des filles, l'accès au savoir reste le défi majeur, mais aussi la clé de voute de toute transformation locale.

L'analyse montre sans équivoque que l'instruction est le levier fondamental pour renforcer les capacités des femmes, faciliter leur insertion économique et leur permettre de prendre la place qui leur revient dans la société. Une fille scolarisée, c'est une femme qui acquiert des compétences, accède à l'emploi et améliore ses revenus. À l'inverse, chaque abandon scolaire et chaque mariage précoce constituent des barrières qui entravent non seulement des destins individuels, mais aussi le progrès de toute une région et même d'un pays.

Au-delà de l'aspect financier, l'autonomisation que nous avons observée touche à l'essence même de la liberté. Une femme instruite dispose d'une plus grande capacité à décider pour elle-même, pour sa famille et pour sa carrière. Cette force de décision renforce son impact au sein de la communauté, contribuant directement à reculer les frontières de la pauvreté. En favorisant l'égalité des chances, l'éducation devient ainsi un moteur de justice sociale et de développement durable.

Bien que l'accès aux données de terrain ait parfois été limité, les réalités observées dans le Grand Sud sont claires. Il est aujourd'hui impératif de renforcer les politiques publiques, de mener un combat frontal contre les mariages précoces et de proposer des formations professionnelles réellement adaptées aux besoins locaux. Cette mission nécessite une mobilisation totale des autorités, des institutions et des partenaires. En définitive, investir dans l'éducation des femmes, c'est bien plus que préparer leur avenir : c'est construire une société plus juste, plus inclusive et véritablement durable pour tous.

Cette dynamique d'émancipation par l'éducation ouvre de nouvelles perspectives de recherche qu'il conviendra d'explorer. Il serait particulièrement pertinent de mener des études quantitatives longitudinales afin de mesurer l'impact économique à long terme de ces vagues de formation sur le produit intérieur brut des régions du Grand Sud. De plus, analyser l'évolution des mentalités masculines face à cette prise de décision croissante des femmes permettrait de mieux anticiper les freins ou les leviers d'intégration sociale au sein des futures générations.

Référence bibliographique

- Banque mondiale. (2018). L'éducation des filles : une priorité pour le développement (p.12-14).
- Becker, G.S. (1961). Underinvestment in college education (p.346).
- Becker, G.S. (1964). Human capital: A theoretical and Empirical Analysis (p.11).
- Burn, N., & Sabarwal, S. (2021). Gender and property rights in Madagascar (p.12-14).
- CMED (Commission mondiale sur l'Environnement et le développement).(1987). Notre avenir à tous (Rapport Brundtland). Éditions du Fleuve.
- Dehaese, C. (2024). La scolarisation des filles à Madagascar (p. 45).
- INSTAT. (2021). Enquête Démographique et de Santé (p.342).
- RAZAFINDAKOTO, M., Roubaud, F., & Wachsberger, J.-M. (2017). L'énigme et le paradoxe : Économie politique de Madagascar (p.210-212).
- Rosen, S. (1976). A theory of life earnings. Journal of Political Economy (p.46).
- Schultz, T.W (1961). Investment in human capital. The American Economic Review (p.3).
- Sen, A. (1999). Development as Freedom (p.294).
- Spence, M. (1973). Job market signaling. The Quarterly Journal of Economics (p.357).
- UNESCO. (2015). Repenser l'éducation : vers un bien commun mondial ? Editions UNESCO (p.10).
- UNESCO. (2016). Rapport mondial de suivi sur l'éducation : L'éducation pour les populations et la planète. Paris (p.320).
- UNICEF. (2023). La situation des enfants dans le monde 2023 : Pour chaque enfant, la vaccination (p.64).